ENTRETIEN AVEC ALAIN DE BENOIST
SUR LE POPULISME

1) Le terme de « populisme » a fait irruption voici quelques années dans la langue politique la plus courante. Comment l'expliquez-vous et quel jugement portez-vous sur le phénomène qu'on désigne par ce terme ?

La difficulté, quand on parle de « populisme », réside dans la polysémie de ce terme qui, dans le passé, a désigné des phénomènes assez différents et qui, aujourd'hui, du fait même de son imprécision terminologique et typologique, est employé de manière acritique dans à peu près n'importe quelle circonstance. Si l'on veut savoir de quoi l'on parle, je pense qu'il faut bien distinguer le néopopulisme actuel, dont l'Europe occidentale est de nos jours le théâtre principal, des « populisme-régimes » qui ont pu exister ou existent encore, notamment en Amérique latine (péronisme) et dans le Tiers-monde (Kadhafi). (Ces « populismes-régimes » sont en général des régimes autoritaires ou semi-plébiscitaires, relevant le plus souvent d'un simple césarisme de l'ère des foules). Il faut aussi le distinguer de phénomènes très particuliers comme la tradition populiste russe ou encore le populisme agraire aux Etats-Unis, qui ont eu l'un et l'autre leur heure de gloire au XIX$^{e}$ siècle.

Le néopopulisme actuel répond d'assez près à la définition que vous en donnez. C'est un phénomène multiforme, dont la cause réside avant tout dans l'effacement du clivage gauche-droite et dans l'apparition d'un fossé qui n'a cessé de se creuser entre le peuple et la classe politique, toutes tendances confondues. Le populisme exprime avant tout le malaise et la volonté de protestation des milieux d'« en-bas », des couches populaires, contre une « Nouvelle Classe » (Christopher Lasch), tant politique que médiatique, jugée irresponsable, lointaine, essentiellement préoccupée de se reproduire à l'identique et de surcroît fréquemment corrompue. Les mouvements populistes, contrairement à ce que l'on a pu dire, ne sont pas des mouvements antipolitiques. Ce qu'ils reprochent aux élites dirigeantes, c'est bien plutôt de s'être arrogées le monopole du politique. Ils ne veulent pas supprimer la politique, mais accélérer la distinction entre la politique et la sphère étatique-institutionnelle et, simultanément, déterminer de nouvelles formes d'action politique à partir de la base. C'est pourquoi ils jouent le peuple, les citoyens, contre les élites, l'idée générale étant que ces dernières forment désormais une coalition si homogène que la différence classique entre partis de gouvernement et partis d'opposition, entre droite et gauche, a perdu toute signification. Pour les partis populistes, les différences entre les « grands partis » ne sont plus que des différences cosmétiques : loin de présenter des conceptions globales concurrentes de l'intérêt général, ces partis majoritaires s'entendent au fond très bien entre eux,

formant un cartel qui ne trouve plus devant lui que la force montante des aspirations populistes, seules capables de provoquer un « véritable changement ».

En d'autres termes, la montée du populisme constitue avant toute chose un symptôme des dysfonctionnements des démocraties représentatives classiques à faible participation civique. Elle traduit une crise de la représentation et une crise de la légitimité, qui trouvent elles-mêmes leur cause dans l'épuisement des formes politiques caractéristiques de la modernité : l'Etat-nation, l'intégration sociale par le haut, les grandes notions politiques issues d'un vocabulaire théologique sécularisé, le jeu de partis conçus comme des Eglises, avec des militants s'engageant de façon durable dans un engagement de type « sacerdotal », etc.

2) Le populisme est-il pour vous un phénomène positif ou négatif ?

Ce qui me paraît le plus intéressant dans la montée des populismes, c'est qu'ils possèdent en général une composante identitaire affirmée, composante qui s'oppose de façon significative à l'idée de représentation telle qu'elle s'est cristallisée jusqu'ici dans les démocraties libérales. Carl Schmitt a bien montré, à la suite de Rousseau, que le peuple a d'autant moins besoin d'être re-présenté qu'il est lui-même politiquement présent. Schmitt dit aussi qu'« il n'y a de démocratie que directe », et qu'à l'intérieur d'une démocratie représentative, indirecte, l'élément représentatif correspond toujours à ce qu'il y a de non démocratique au sein de cette démocratie. Il ajoute encore que la démocratie directe est le régime qui permet le mieux à un peuple d'affirmer son identité, ce terme d'« identité » caractérisant le côté existentiel de l'unité politique (quels que soient par ailleurs les fondements de cette unité).

Ce point positif ne doit cependant pas cacher tout ce qu'il y a également de négatif dans la montée du populisme, à commencer par le risque de la démagogie (les mouvements politiques n'ont généralement que des « programmes attrape-tout » visant à répondre aux demandes les plus contradictoires du plus grand nombre), aggravé du risque d'une nouvelle forme de manipulation des masses par des chefs « charismatiques ».

3) Il existe maintenant des partis « populistes » dans la plupart des pays d'Europe. Pensez-vous qu'ils puissent coordonner leur action pour constituer une « troisième force » vis-à-vis des partis de droite et de gauche de type classique ?

Je ne crois pas beaucoup à l'avènement d'une « troisième force » populiste unitaire, pour la simple raison que le populisme — là encore, contrairement à ce que l'on dit souvent — n'est pas une idéologie, mais un style. En tant que style, il peut se

combiner avec les idéologies les plus différentes : national-populisme, libéral-populisme, social-populisme, voire télé-populisme. En France, par exemple, le fait que 11 % des électeurs aient voté au premier tour de la dernière élection présidentielle en faveur de candidats trotskystes est tout aussi révélateur de la montée du populisme que le vote en faveur de Le Pen. D'autre part, si l'on regarde pays par pays, on constate que le populisme prend aujourd'hui des visages très différents. En France, il s'exprime essentiellement en relation avec un nationalisme jacobin assez peu différent, au moins sur certains points, de l'ancienne droite radicale. En Italie, avec le phénomène de la Lega Nord, il se combine avec des tendances tantôt fédéralistes, tantôt séparatistes affirmées. En Autriche, le populisme d'un Jörg Haider est plutôt d'orientation nationale-libérale, tandis qu'en Hollande, avec le parti de Pim Fortuyn, le mouvement Leefbaar Nederland, il est d'orientation libertarienne. Je vois mal la possibilité de réunir ces formations si différentes dans un ensemble homogène.

4) Beaucoup de journalistes ou d'hommes politiques dénoncent aujourd'hui dans le populisme une forme contemporaine de « fascisme ». Cette critique vous paraît-elle justifiée ?

La caractérisation des mouvements populistes comme des mouvements « fascistes » ou comme des héritiers du fascisme est seulement le reflet de la myopie, de l'inculture ou de la paresse intellectuelle de certains observateurs, qui veulent s'épargner une analyse en profondeur du phénomène en lui attribuant une étiquette familière, et donc « rassurante ». Une telle démarche ne relève pas de la science politique, mais de la démonologie.

Cela dit, il faut en même temps constater que bien des mouvements populistes ne répondent eux-mêmes que très imparfaitement aux aspirations qu'ils prétendent canaliser et satisfaire. L'électorat de ces mouvements est un électorat populaire, qui attend deux choses : qu'on lui donne la possibilité de décider le plus possible par lui-même des affaires qui le concerne, c'est-à-dire que l'action politique se reconstruise à partir du bas, conformément au principe de subsidiarité, et d'autre part que l'on prenne plus sérieusement en considération les aspirations des couches populaires. Or, dans cette demande, les mouvements populistes ne veulent bien souvent entendre que l'exigence d'une « plus grande sécurité » (souvent dirigée contre les immigrés). Bien souvent également, ils adoptent en matière économique des positions franchement libérales, voire ultralibérales, qui contredisent totalement les intérêts de leurs (nombreux) électeurs ouvriers ou chômeurs. Pim Fortuyn avait Margaret Thatcher pour modèle. Le programme économique de Le Pen (suppression de l'impôt sur le revenu, dénonciation du « fiscalisme », refus de la loi sur les 35 heures) est un programme typiquement réactionnaire et patronal. Au Danemark et en Norvège, le Dansk Folkeparti et le Fremskridtspartiet, tous deux

typiques d’un « populisme de prospérité » (et non d’un populisme de crise), défendent l’idée d’une dérégulation totale du marché du travail, impliquant jusqu’à la suppression du salaire minimum. Enfin, la plupart de ces partis ne sont nullement organisés à partir de la base : c’est toujours le leader qui dirige. Ces leaders préfèrent parler au nom du peuple plutôt que de lui donner la possibilité de parler lui-même.

5) Lors de la dernière élection présidentielle française, Jacques Chirac a refusé de débattre entre les deux tours avec Jean-Marie Le Pen. Comment expliquez-vous ce refus ? Le populisme relève-t-il du « non politiquement correct » ?

Chirac a certainement eu tort de refuser de débattre avec Jean-Marie Le Pen. Ce refus, qu’il a présenté sous des motifs « nobles » (« on ne débat pas avec des gens qui menacent la République ! »), s’explique très probablement par la crainte de faire piètre figure face à son adversaire. Mais il a bien entendu été ressenti et interprété différemment. Tout d’abord, les gens n’aiment pas être privés d’un spectacle ! D’autre part — et c’est le plus important —, les électeurs de Le Pen n’ont pu voir dans ce refus qu’une preuve supplémentaire du mépris dans lequel la classe politique continue à les tenir. Chirac a oublié que, dans un débat de ce genre, ce n’est pas tant à Le Pen qu’il devait s’adresser que, à travers lui, à ceux qui lui avaient apporté leur suffrage. Refuser le débat revenait à avouer qu’il n’avait rien à dire à ces gens-là, qu’il les tenait comme quantité négligeable. C’est précisément ce type d’attitude qui nourrit le populisme.

6) L’apparition de mouvements populistes dans la plupart des pays européens doit-elle être considérée comme l’un des symptômes d’une transformation plus générale du paysage politique ?

Le fait qu’il faut retenir est la disparition de plus en plus accentuée du clivage gauche-droite, et son remplacement par un clivage entre le haut et le bas. En France, au premier tour de l’élection présidentielle de 1988, les deux principaux candidats, François Mitterrand et Jacques Chirac, avaient obtenu ensemble 54,1 % des suffrages. Le 21 avril dernier, Chirac et Lionel Jospin n’en ont obtenu à eux deux que 35,8 %. En outre, avec 19,7 % des suffrages, Chirac a enregistré le score le plus bas jamais enregistré par un président sortant depuis 1974 (François Mitterrand en avait obtenu 34,1 % dès le premier tour de l’élection présidentielle de 1988). A droite comme à gauche, les déperditions de votes ont été énormes : six millions de voix ! Au total, si l’on additionne le taux record d’abstention et le nombre de suffrages qui se sont portés au premier tour sur des candidats marginaux ou n’ayant aucune chance d’être élus, on constate qu’un Français sur quatre vote désormais en dehors du système, et que les « partis de gouvernement » ne représentent plus qu’un tiers

de l'électorat. Enfin, dernier élément : un sondage récent a révélé que la proportion de Français qui se classent eux-mêmes « ni à droite ni à gauche » a bondi de 19 % en 1995 à 45 % aujourd'hui ! De tels chiffres sont révélateurs.

Mais l'apparition des mouvements populistes n'est pas le seul phénomène auquel il faut prêter attention. L'incapacité de l'Etat à continuer de jouer son rôle de producteur de lien social a pour conséquence que le lien social se reconstruit désormais en dehors de lui. Corrélativement à la paralysie grandissante de l'Etat-nation, on assiste à une floraison de réseaux et d'associations, de groupes communautaires et de nouveaux mouvement sociaux qui, refusant de se laisser enfermer dans la seule sphère privée, aspirent à jouer un rôle sur la scène publique et à s'y voir reconnaître une existence proprement politique. Ce phénomène, qui se caractérise notamment par un fort renouveau de la vie associative, s'opère lui aussi à la base. Ce serait une totale erreur d'y voir une sorte d'insurrection de la « société civile » au sens que les théoriciens libéraux donnent à ce terme. Pour le libéralisme, la société civile se confond avec le privé, la sphère publique-étatique ayant le monopole de l'action politique. En réalité, ce qui se révèle ici, c'est la dimension politique du social. Le social possède à la fois une dimension privée et une dimension publique. Chaque fois que les individus agissent en tant que citoyens, ils participent de la dimension publique du social.

A l'époque post-moderne, permettre à la vie politique de faire retour et de se renouveler, c'est comprendre qu'il n'y a plus rien à attendre du choc frontal des partis, ni d'Etats-nations de plus en plus impuissants ni d'une démocratie représentative qui ne représente plus rien. Dans la mesure où le clivage principal est aujourd'hui celui des élites et du peuple, il faut comprendre qu'il n'y a plus de solution d'en haut (une perspective qui aurait certainement horrifié Julius Evola !). La solution ne peut être apportée qu'à la base, en cherchant à recomposer le lien social et à réanimer sans exclusive la dimension politique du social, sous l'horizon de l'autonomie locale (le quartier, la commune, la région), de la démocratie participative, de la vie associative et communautaire, et du principe de subsidiarité.

(L'Officina, Rome, mai 2002)